



Communication & Influence

N°79 - Janvier 2017

Quand la réflexion accompagne l'action

Criminalité financière, opérations d'influence et guerre économique : Le décryptage de Jean-François Gayraud

Docteur en droit pénal, commissaire divisionnaire - chef-adjoint de l'UCLAT, Unité de coordination de la lutte antiterroriste - Jean-François Gayraud est un spécialiste internationalement reconnu des questions de géopolitique, de criminologie et de géoéconomie du crime. Dans son dernier ouvrage, L'art de la guerre financière (Odile Jacob, 2016), il met en lumière les réalités des guerres financières et les rouages monstrueux qui ruinent les peuples à travers la planète, au profit d'acteurs financiers devenus omnipotents. Usant cyniquement de leur puissance, ces derniers sont devenus les propriétaires de la plupart des médias, combinant ainsi hard et soft power.

Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Jean-François Gayraud dénonce les lubies du fétichisme tech-



nologique et se livre une magistrale démonstration, mettant en relief les racines philosophiques de ce bouleversement du monde auquel nous assistons. Et surtout, il ouvre des voies de réflexion et d'action pour combattre ce nouveau Leviathan que veulent nous imposer ces financiers et leurs médias au nom de leur doxa libérale-libertaire.

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

Vous expliquez dans vos ouvrages que la violation de la loi pénale, de la part de certains industriels ou financiers, par la voie de la manipulation, représente un avantage compétitif et concurrentiel incomparable. Est-ce à dire que le soft power - et plus spécialement les jeux d'influence employés dans un sens dévoyé - sont activement à l'œuvre dans la sphère de la guerre financière et globalement du nouveau capitalisme criminel ?

Une remarque liminaire si vous le voulez bien : cette question de la violation de loi dans la sphère financière n'est quasiment

jamais abordée par la science économique. Pourtant, on voit là se produire une loi de Gresham de grande ampleur [Thomas Gresham était un commerçant et financier anglais du XVI^{ème} siècle, qui émit le théorème selon lequel, quand deux monnaies sont en concurrence dans un pays, la mauvaise monnaie chasse la bonne, les agents économiques cherchant à se débarrasser de la mauvaise pour thésauriser et donc garder en réserve la bonne. Il fut l'un des fondateurs de la Bourse de Londres.]. C'est ce qui se passe avec le crime. On l'a vu avec la crise des



subprimes où les entreprises de prêt hypothécaire qui avaient des comportements déviants ont, petit à petit, conquis ce marché. Quand un marché n'est plus régulé par le droit, c'est la norme déviante, criminelle, qui devient centrale. Les mauvaises pratiques chassent les bonnes pratiques, les mauvais acteurs chassent les bons acteurs. De même, l'espionnage économique donne l'avantage au criminel. Avoir accès de manière illicite à des informations cachées donne des atouts majeurs à l'entreprise criminelle. La même logique se reproduit au niveau des Etats...

Comprenons bien que dans notre monde moderne, ce qui compte, c'est moins le réel que le réel perçu renvoyé par les médias.

pouvoir d'intelligence mais d'essence perverse. De fait, les actions de certaines grandes institutions, en particulier financières, relèvent de la guerre, au sens strict du terme. Ce n'est pas là une hostilité théorique, c'est une hostilité qui tue. La crise des subprimes a non seulement des origines frauduleuses par les mécanismes mis en branle, mais encore, dans ses conséquences, elle a tué au sens physique du terme. Certes, on ne voit pas toujours bien ces morts car

L'une des évolutions majeures de ces dernières décennies est que les médias - traditionnels ou numériques - sont désormais concentrés entre les mains de milliardaires et autres oligarques. Ces dirigeants sont-ils de purs mécènes ? Il est permis d'en douter...

renvoyé par les médias, autrement dit la perception que les autres acteurs vont avoir de vous. Qu'est-ce que l'industrie du marketing et de la communication qui a triomphé au XX^{ème} siècle, sinon l'industrie de la tromperie et du mensonge ? Plus le temps passe, plus les pratiques sont élaborées et sophistiquées, faisant appel à des technologies de plus en plus pointues, mais répondant toujours à la même exigence de duper les cibles. Donc les peuples.

Il semblerait que notre époque soit victime d'une fascination sans bornes pour la technologie. En réalité, derrière la façade de ce "fétichisme technologique", ne trouvons-nous pas plus prosaïquement des recettes d'influence - bonnes ou douteuses - vieilles comme le monde ? Y compris et surtout en matière de criminalité financière ?

A cet égard, il est bon de préciser que les comportements criminels et déviants ne relèvent pas du *soft power*. C'est du *hard power*, car on voit bien ici l'aspect "violence destructrice". De même, nombre de grandes multinationales industrielles et financières développent un *smart power*, autrement dit un authentique

entre l'origine et la conséquence, il y a des distances très grandes. Des études menées aux Etats-Unis et en Europe ont montré que cette crise a causé, directement ou indirectement, des dizaines de milliers de morts. Voyant qu'ils avaient tout perdu, des gens se sont suicidés, d'autres ont sombré dans la dépression. Les choses se sont répétées en Grèce avec la crise des dettes souveraines.

En réalité, toutes les grandes puissances étatiques ou financières ont besoin d'avancer masquées. Comprenons bien que dans notre monde moderne, ce qui compte, c'est moins le réel que le réel perçu

Nous vivons en réalité une époque profondément religieuse. Mais ce sont là des religions horizontales, dont le scientisme constitue une parfaite illustration. Nous le devons à l'univers anglo-saxon et marchand, qui croit, de manière naïve et instrumentale, en la toute-puissance des technologies. Or rien n'est moins neutre qu'une technologie puisqu'elle vise à transformer le réel. Prenons l'exemple du trading de haute fréquence, outil juridico-technique ignoré par 99% de nos contemporains, mais qui, néanmoins, fait aujourd'hui fonctionner les deux-tiers des marchés financiers. Derrière la vitrine technologique, ce n'est là rien d'autre que du délit d'initié légalisé, permettant à certains acteurs d'avoir un avantage permanent sur d'autres. En plus, c'est un système qui encourage la spéculation au niveau mondial et qui opacifie tellement les échanges qu'il rend quasiment impossible la détection des fraudes. Ne nous leurrions pas : toutes ces innovations technologiques qui font fonctionner les marchés financiers sont d'une opacité absolue. Très peu de gens peuvent comprendre réellement comment tout cela fonctionne. Qu'y-a-t-il derrière ces chiffres, ces données et ces algorithmes ? Ce système d'une complexité inouïe peut faire l'objet de toutes les manipulations sans que personne ne s'en rende compte. Notons aussi que l'une des évolutions majeures de ces dernières décennies est que les médias – traditionnels ou numériques – sont désormais concentrés entre les mains de milliardaires et autres oligarques. Ces dirigeants sont-ils de purs mécènes ? Il est permis d'en douter. N'investissent-ils pas plutôt dans ces médias pour en fait accroître leur *hard power* en y adjoignant une bonne dose de *soft power* ? De fait, on comprend mieux pourquoi la quasi-totalité de ces médias professent la même doxa, libérale-libertaire, celle qui est en congruence avec le bon fonctionnement des marchés économiques et financiers, mondialisés et largement dérégulés.

Pour contrer ces manœuvres financières criminelles, ne faut-il pas en revenir à davantage de réalisme, l'influence consistant alors à ouvrir les yeux de nos concitoyens ?

Rappelons que dans notre société de la communication et de l'information, qui se targue de transparence, on n'a pas cessé de nous mentir, comme rarement dans l'histoire. Regardez le déclenchement de la guerre d'Irak au prétexte des armes chimiques. Les Américains ont fait croire cela à la Terre entière, déclenchant une guerre dont les effets vont se faire sentir encore pendant un siècle. De même, la crise financière de 2008 n'est pas un dysfonctionnement comme on l'a dit, mais une crise dont les causes sont systémiques, dues à des comportements sciemment déviants. Et que dire de l'affaire grecque ! Les médias ont peint des Grecs fainéants et faussaires, alors que ce sont des banques européennes – allemandes et françaises essentiellement – qui ont eu des comportements prédateurs. Où sont les médias libres pour décortiquer ces affaires ? Il faut donc sans relâche en revenir au réel. Plutôt que d'euphémiser le réel, il convient de nommer les choses avec exactitude. On gagne une guerre quand on désigne clairement l'ennemi. Les militaires sont à cet égard les êtres les plus réalistes car il s'agit là pour eux d'une question vitale. Ne perdons jamais de vue que chaque fois que l'on s'éloigne de la désignation du réel et de l'adversaire, on se trompe. ■

EXTRAITS

Panama Papers : des jeux troubles derrière les "révélations"

En mai 2016, à l'occasion de la sortie de son livre sur L'art de la guerre financière (op.cit.), Jean-François Gayraud accorde une large entrevue à Pierre Verluise, docteur en géopolitique et directeur de Diploweb.com (Pierre Verluise a été l'invité de Communication & Influence n°73, mai 2016). Cet entretien est intégralement disponible à l'adresse suivante : <http://www.diploweb.com/Quelle-guerre-financiere.html> Jean-François Gayraud y met en particulier en relief la magistrale opération de manipulation que constitue la "révélation des Panama Papers"...

"Pierre Verluise : Les "Panama papiers" ont-ils apporté des révélations ?

Jean-François Gayraud : Tout (peut-être) et rien (certainement). Commençons par le Rien. Le dispositif global était connu depuis longtemps, documenté et analysé par des ouvrages universitaires et des enquêtes journalistiques nombreux et complets. La description de ce que j'appellerai la "triade et son outil" était tout sauf ignoré : des grandes banques ayant pignon sur rue, des territoires transformés en Etats pirates et des cabinets d'avocats spécialisés, développant des myriades de sociétés écrans. Les révélations ont plutôt porté sur des noms de particuliers et d'entreprises. Toutefois, il faudra observer dans la durée l'ampleur de ce processus de désignation de coupables présumés pour en mesurer la portée exacte. Il ne sera d'ailleurs pas indifférent à terme de comprendre l'origine réelle et les motivations de ces fuites d'informations. Par ailleurs, la question de fond sera de savoir si, une fois l'émotion médiatique et l'effroi politique passés, ces fuites d'informations auront déclenché ou non des bouleversements tels que le phénomène de la fraude et de l'évasion fiscale auront pu être enfin jugulés. La fuite d'informations aura-t-elle pour effet bénéfique de limiter durablement la fuite des capitaux ? L'histoire de cette question nous apprend qu'il y a un gouffre entre les proclamations gouvernementales suivant chaque scandale - "plus jamais ça" - et ce que les Etats font réellement une fois l'écume de l'agitation médiatique disparue.

"Il me semble aussi important de souligner que la lumière crue jetée sur un pays avec les "Panama papers" ne doit pas occulter trois faits essentiels. D'abord que nous sommes en présence d'une véritable industrie mondialisée de la piraterie fiscale menée par des entreprises bancaires et juridiques a priori respectables, employant des milliers de diplômés des meilleures universités. On ne soulignera d'ailleurs jamais assez que d'un point de vue sociologique, la fraude et l'évasion fiscale profite à une partie des élites et est mise en œuvre par un segment de ces mêmes élites, du Nord comme du Sud. Ensuite, que Panama n'est pas un cas isolé, un mouton noir de la communauté internationale, mais un exemple parmi des dizaines d'autres de pays ayant décidé de faire de la haute finance douteuse un pilier de leur développement économique, et parfois leur business model. Enfin, il ne faut pas perdre de vue qu'il n'existe pas deux mondes séparés, celui d'une finance propre et de l'autre celui d'une finance obscure, mais un continuum dans lequel les Etats pirates et les sociétés écrans servent de ponts à ces deux univers et surtout de régulateur à un capitalisme devenu anomique.

"La fin des paradis fiscaux et bancaires ne dépendra pas des seules bonnes intentions portées par l'OCDE et les Etats, mais de véritables sanctions commerciales et financières contre les Etats pirates. Faute de quoi, l'impunité et l'opacité perdureront. Il y a pourtant urgence à agir car, au delà de la dimension éthique du problème, la situation dégradée des finances publiques des Etats impose de récupérer ces dizaines de milliards qui échappent à l'impôt. L'évitement de l'impôt a toujours été un sport oligarchique, à l'image du golf ou du polo, et il faut donc analyser tous ces mécanismes et institutions de l'opacité fiscale comme une industrie de protection des riches, que cette richesse soit légale à l'origine ou issue de la criminalité. Jusqu'à présent, les Etats et les organisations internationales ont usé, par lâcheté ou impuissance, de méthodes relevant de la persuasion face aux Etats pirates. On en voit les limites aujourd'hui. Seule une politique répressive aura des effets réels et durables. Un peu de dureté ne nuit jamais.

"Pour être complet sur le sujet, il faut rappeler que s'il existe objectivement des dizaines de paradis fiscaux et bancaires à travers le monde, nombre de pays pourtant victimes de ces fuites abyssales de capitaux sont, par segments, aussi de micros paradis fiscaux et bancaires. Ils le sont par exemple quand ils décident une baisse drastique des impôts pour leurs riches : la Grèce est ainsi historiquement un paradis fiscal pour ses oligarques ; et les Etats-Unis depuis les années 1980. Ou bien quand des conventions fiscales favorables sont signées avec des partenaires privilégiés : la France est depuis 2008 un paradis fiscal pour les investisseurs du Qatar."

Lire la suite : <http://www.diploweb.com/Quelle-guerre-financiere.html>

Copyright Mai 2016-Gayraud-Verluise/Diploweb.com

EXTRAITS

Le nouveau capitalisme criminel entre *hard* et *soft power*

*Dans son dernier livre Le nouveau capitalisme criminel (op. cit.), Jean-François Gayraud consacre un passage (p. 295 à 298) à la question de la gestion de la notoriété. On y voit qu'avec un cynisme total, les banques gèrent parfaitement l'équilibre entre hard et soft power... "Longtemps, l'argument de la réputation a semblé servir d'ultime ou même de premier garde-fou aux dérives éthiques et délictuelles de la finance" note Jean-François Gayraud, avant de constater : "Cette théorie classique, intuitive et rassurante, ne se vérifie plus dans le monde la haute finance depuis les années 1990. Désormais, une mauvaise réputation n'empêche plus les grands acteurs de la finance non seulement d'exister mais encore de prospérer, comme le démontre Jonathan R. Macey dans un livre au titre explicite : *The Death of Corporation Reputation : How Integrity Has Been Destroyed on Wall Street* [FT Press, 2013]. En effet, si la théorie classique de la réputation se vérifiait encore, aucun des grandes banques et des grands fonds spéculatifs de Wall Street et d'ailleurs ne serait encore en vie."*

La mauvaise réputation ? Désormais, les banques s'en moquent...

*Dès lors, comment expliquer ce décalage ? En effet, "malgré une image déplorable, Goldman Sachs se porte toujours très bien. Que dire par ailleurs du naufrage des agences de notation financière dont les notes sur les produits titrisés se sont révélées aux neuf dixièmes erronées et ont provoqué en partie la crise des *subprimes* ? Malgré une réputation durablement entamée, le cartel formé par Moody's, Standard & Poor's et Fitch continue à fonctionner, comme si de rien n'était. Manifestement, à Wall Street, les firmes semblent donc de moins en moins embarrassées par leur mauvaise réputation. [...] Les éventuelles poursuites pour fraude sont intégrées comme un coût opérationnel parmi d'autres, rien d'autre : les conséquences sur l'image semblent indifférentes."*

Quand cynisme et puissance pure réduisent à néant l'exigence de bonne réputation...

*"Pourquoi alors une telle métamorphose face au risque réputationnel qui ne semble plus freiner la marche au profit ? Ici, plusieurs explications se combinent. 1/ Les poursuites par les instances de régulation et de répression sont si nombreuses qu'elles se perdent dans le bruit ambiant et ne peuvent donc plus se transformer en signal pertinent pour le public. Banalisées, elles perdent tout sens. 2/ Surtout, elles se terminent presque toujours [...] en accords négociés au cours desquels les institutions financières ne sont obligées "ni de nier ni de reconnaître leur responsabilité", ce qui là aussi brouille tout message stigmatisant ; au final, plus personne ne sait si les faits litigieux sont réellement établis et graves, et si les firmes ont bien ou mal agi. 3/ Par ailleurs, si la mauvaise réputation peut faire fuir les déposants de la banque de détail, vite apeurés tels des lemmings, elle ne rebute pas forcément les autres clients, ceux intéressés par les activités de marché qui sont souvent des professionnels plutôt avertis. Ces derniers peuvent même considérer que le comportement carnassier est un gage d'efficacité : d'une certaine manière, dans un secteur devenu et perçu comme anémique et fondamentalement darwinien, où les professionnels ont intégré la prédation comme un standard, "la mauvaise réputation est (presque) devenue la bonne réputation". Quel que soit le comportement potentiellement prédateur et non éthique de la banque, il est admis qu'elle sait réaliser des opérations profitables, risquées et innovantes. Leur technicité est reconnue ; les *deals* sont faits, certes avec un risque de se faire plus ou moins plumer, mais ils le sont. 4/ Ensuite, les grandes banques d'affaires et/ou universelles fonctionnent en oligopole. Très grosses et peu nombreuses, elles sont incontournables. Comment les éviter ? Il n'y a pas vraiment d'alternative et il faut donc passer sous leurs fourches caudines, à un moment ou à un autre. 5/ Enfin, il est possible que les banques aient changé leur propre perception de la clientèle. "Les avancées technologiques dans les modèles de transactions informatiques ont conduit les banquiers d'investissement à croire qu'ils n'ont pas besoin de clients dans le sens ancien du mot "client". Ils n'ont plus besoin que de contreparties, ce qui signifie des gens prêts à échanger avec eux sur une base sans lien de dépendance et qui n'ont ni demandé ni reçu de conseils et ne prétendent pas faire confiance aux banques pour autre chose que l'achat ou la vente au prix convenu lors d'appels téléphoniques (enregistrés) et de communications électroniques documentées entre les banques et leurs soi-disant "clients" [Jonathan R. Macey, *The Death of Corporation Reputation : How Integrity Has Been Destroyed on Wall Street*, op. cit.] En fin de compte, une mauvaise réputation est pour une banque ou un *hedge fund* un facteur qui peut être désagréable mais économiquement supportable."*

EXTRAITS

Experte en opérations d'influence, la finance aime la ruse et brouille les pistes

"La finance aime la ruse et brouille les pistes. Elle sait créer de la distance et avance masquée : cette distance est à la fois géographique, sociale et médiatique, si bien que le lien de causalité est difficile à établir entre les dommages sociaux et leurs causes profondes." *Au-delà des considérations techniques sur les modes opératoires du monde financier, Jean-François Gayraud met en lumière les jeux troubles auxquels se livre la finance pour asseoir sa toute-puissance à l'échelle planétaire. Dans un entretien accordé au quotidien L'Humanité (13/05/16), il se livre à un décryptage précis de la logique ici à l'œuvre. En voici quelques extraits. L'entretien complet peut être téléchargé à l'adresse suivante : <http://www.humanite.fr/jean-francois-gayraud-le-surendettement-provoque-par-des-prets-predateurs-et-la-speculation-tuent>*

"L'Humanité : De quelle stratégie use la finance pour mener cette guerre ?

Jean-François Gayraud : La finance aime la ruse et brouille les pistes. Elle sait créer de la distance et avance masquée : cette distance est à la fois géographique, sociale et médiatique, si bien que le lien de causalité est difficile à établir entre les dommages sociaux et leurs causes profondes. Je prends dans mon livre l'exemple de la hausse des suicides en Grèce, liés aux décisions brutales des prêteurs internationaux et des différents gouvernements grecs qui ont jeté la population dans la pauvreté à coups de mémorandums et de surendettement. Il s'est produit le même phénomène aux États-Unis avec la crise des subprimes. Le surendettement provoqué par des prêts prédateurs et la spéculation tuent, ce n'est pas une métaphore. Quand, du jour au lendemain, le cours du blé augmente, que le prix de l'électricité ou de l'eau atteint des sommets, des gens se nourrissent moins bien, se chauffent moins bien, et il est évident que cela affaiblit, blesse et tue. Ces morts ne sont pas des dommages collatéraux. Encore faut-il savoir observer et nommer cette réalité.

"L'Humanité : Vous voulez dire que les intellectuels ont déserté les rangs sur ce sujet..."

Jean-François Gayraud : En un sens, oui. Il faut apprendre à renommer correctement ces phénomènes et à savoir les analyser. Aujourd'hui encore, en « science économique », qui se définit comme une discipline positiviste, le crime n'a pas d'étiologie spécifique. Les économistes ne veulent pas voir que, lorsque le crime se systématisait, il détruit des richesses, modifie en profondeur le fonctionnement des marchés et transforme l'environnement. Pour eux, le crime n'est qu'un accident, un déplacement de valeurs, aux conséquences mineures. Les sociologues en revanche ont réussi à aborder la question. Je pense notamment à l'Américain, Edwin Sutherland, qui a créé le concept de criminalité en col blanc dans l'entre-deux-guerres. Il a su montrer l'omniprésence de ces crimes, malgré leur quasi-invisibilité matérielle, sociale et judiciaire. Malheureusement, la sociologie est actuellement dans la déconstruction de tous les concepts de criminalité, ce qui amène à un relativisme dangereux et à des comportements d'impunité inégalés. Si vous expliquez que le crime n'existe pas en général, comment l'appliquer ensuite aux criminels financiers ?

Mais tout cela n'est pas le fruit du hasard. L'idéologie libérale est commune à peu près à toutes les élites, et couvre un très large spectre allant de la droite à la gauche. Si bien qu'il existe une réelle convergence intellectuelle, et non une opposition, entre l'esprit de Mai 1968 et le Medef aujourd'hui. Cette idéologie libérale/libertarienne, qui fait l'éloge de la libération de tous les désirs, alimente le consumérisme et la machine capitaliste. Elle est l'élément clef de la toute-puissance des marchés et elle a pour adversaire, pour ennemi même, l'État-nation, socle pourtant de la solidarité et de la liberté. [...]

"L'Humanité : Cette absence de droit financier, c'est aussi l'avènement de ce que vous appelez la « zombicratie » ?

Jean-François Gayraud : Il est frappant d'observer, comme corollaire à ce système financier, la manière dont les grandes multinationales se sont autonomisées et comment non seulement elles fabriquent des biens et des services, mais aussi comment elles portent un projet de société en dehors de tout choix démocratique. Observons ce que les faux gentils de la Silicon Valley, les Gafa (Google/Apple/Facebook/Amazon), nous proposent comme nouvel "avenir radieux", emballé dans un marketing sirupeux ! Le libéralisme était l'idéologie motrice du projet démocratique. Aujourd'hui, les deux concepts s'opposent. Cet hyperlibéralisme vient saper les fondements des institutions démocratiques au profit de multinationales industrielles et financières. Ce bouleversement historique nous a conduits à la crise de 2008 et en effet à l'avènement d'une zombicratie, un système avide qui sclérose l'économie. Une grande partie du système bancaire international donne l'apparence de la bonne santé, mais c'est un système mortifère, l'esté, grevé de mauvaises dettes donc de prêts non recouvrables, douteux et parfois même frauduleux. Comme dans les films d'horreur, ces morts-vivants ne cessent de revenir à la vie et de se renforcer. Deux raisons à cela : tout d'abord, les banques ont été sauvées par l'argent du public, avec le sang frais des contribuables. Ensuite, il y a eu le refus généralisé des États d'amener les banquiers fraudeurs à l'origine des bulles immobilières et boursières sur le terrain pénal. Comme il n'y a pas eu de sanctions, ni personnelle ni pénale, le système a continué de fonctionner. Pire encore, des lois sont passées, notamment en France, favorisant l'optimisation fiscale et donc la fuite des capitaux. La loi de fiducie proposée en 2007 en est un exemple flagrant. Cette loi a permis d'introduire le principe anglo-saxon de trust et donc de patrimoine d'affectation dans le droit français."

BIOGRAPHIE

Commissaire divisionnaire de la police nationale, Jean-François Gayraud est aujourd'hui chef-adjoint de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT). Ancien élève de l'Ecole nationale supérieure de police (ENSP - St Cyr au Mont d'or), il commence son parcours professionnel dans la police par la Direction de la surveillance du territoire (DST, de 1990 à 2007), puis intègre l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (IHNESJ, de 2008 à 2010), le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique (CSFRS), avant de devenir auditeur du Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur (CHEMI, 2012/2013). Auditeur diplômé du CHEAM (Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes), de l'IHNESJ et du CHEMI, Jean-François Gayraud est également diplômé de l'Institut de criminologie de Paris (1986), de Sciences Po (IEP Paris - 1987) et docteur en droit pénal de l'Université Paris-II (mention très bien, 1990).

Spécialiste reconnu des questions de géopolitique et de criminologie, Jean-François Gayraud a publié de nombreux ouvrages parmi lesquels *L'art de la guerre financière* (Odile Jacob, 2016), *Le nouveau capitalisme criminel* (Odile Jacob, 2014), *Nuovi Orizzonti del Crimine Organizzato*, avec Jacques de Saint Victor (Edizioni di storia e studi sociali, Rome, 2013), *Colletti Criminali. L'intreccio perverso tra mafie e finanze* (Castelvecchi, Rome, 2014), *Géostratégie du crime*, avec François Thual (Odile Jacob, 2012), *Le renseignement criminel*,



avec François Farcy (CNRS éditions 2011), *La grande fraude. Crime, subprimes, et crises financières* (Odile Jacob, 2011), *Showbiz, people et corruption* (Odile Jacob, 2009), *Le monde des mafias, géopolitique du crime organisé* (Odile Jacob, 2005), *Le terrorisme* (Presses Universitaires de France - PUF - coll. *Que sais-je ?*, avec David Sénat, 2002 et 2006), *Le vol* (Presses Universitaires de France - PUF - coll. *Que sais-je ?*, avec David Sénat, 2001), *La dénonciation* (Presses Universitaires de France - PUF - coll. *Politique d'aujourd'hui*, 1995). Il a également publié de nombreuses analyses dans la *Revue française de criminologie et de droit pénal* publiée par l'Institut pour la justice.

Jean-François Gayraud est connu pour l'ensemble de ses travaux sur la géoéconomie du crime, mettant en relief la manière dont s'articulent les phénomènes criminels - notamment ce que l'on a coutume d'appeler la criminalité en col blanc - et les crises financières, lesquelles sont bien souvent la résultante de la dérégulation généralisée des marchés. Il intervient régulièrement devant de grandes institutions - comme le Parlement européen - sur les questions de criminalité organisée, de corruption et de blanchiment des capitaux. L'ensemble de son œuvre lui a ainsi valu d'être en 2014 lauréat du prix Giovanni Falcone, qui lui a été décerné par le Conseil de l'Europe et la ville de Strasbourg. Jean-François Gayraud est chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur et titulaire des Palmes académiques.

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Jean-François Gayraud va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACTS

France (Paris) : +33 (0)1 47 09 36 99

North America (Toronto) : +00 (1) 416 845 21 09

South America (São Paulo) : + 00 (55) 11 98354 3139

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action